

Emploi

Le chômage des dirigeants d'entreprise poursuit sa baisse

Alors que le gouvernement souhaite mettre en place une allocation chômage pour les travailleurs indépendants, en cas de cessation d'activité, l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs confirme le net recul du nombre de liquidations judiciaires impactant l'emploi des dirigeants. Mais quelque 50 000 entrepreneurs ont été encore privés d'emploi en 2017.



Au cours de l'année 2017, plus de 50 000 dirigeants ont été contraints au chômage, leur entreprise ayant été placée en liquidation judiciaire par les Tribunaux. Bien que ce chiffre dévoilé par le Cabinet d'étude *Altarex* et l'association GSC, pour la seconde édition de l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs, reste impressionnant, il est à la baisse depuis deux ans. L'année dernière, les pertes d'emploi des dirigeants ont en effet diminué de 9,2 %, par rapport à 2016. Le pic avait été atteint en 2015, avec 59 725 liquidations judiciaires. « Le recul du nombre d'entrepreneurs en situation de chômage ces trois dernières années est un indicateur du dynamisme entrepreneurial français. Il est encourageant pour l'avenir. Cependant, le risque d'être confronté à une perte d'emploi n'est pas le même suivant le secteur, la région et la taille des entreprises », souligne Elodie Warnery, directrice générale de l'association GSC (assurance chômage pour entrepreneurs).

Au niveau démographique, le rapport révèle que l'âge médian des dirigeants d'entreprise au chômage est de 45 ans. La part des quinquagénaires a augmenté l'année dernière, les dirigeants de plus de 50 ans représentant d'ailleurs 35,7 % des personnes concernées. A noter, que les jeunes entrepreneurs paraissent plutôt préservés : parmi les dirigeants au chômage, un sur dix a moins de 30 ans.

Les petites entreprises plus vulnérables

L'étude de l'Observatoire de l'emploi des entrepre-

neurs confirme clairement que la taille de l'entreprise joue un rôle pour sa pérennité. « *Les artisans-commerçants et gérants de TPE sont les plus impactés par la perte d'emploi* », précise le rapport. Au cours de l'année 2017, 74 % des patrons au chômage dirigeaient une entreprise employant moins de trois salariés. Cette part est toutefois en baisse par rapport à l'année précédente (- 7,6 %). A l'inverse, seulement 5 % des dirigeants en situation de perte d'emploi étaient à la tête d'une entreprise de plus de dix salariés. Le statut juridique choisi influe également : 61,4 % des entrepreneurs privés d'emplois géraient une SARL. La plus forte hausse des entrepreneurs en échec concerne les gérants de SAS (Société par Actions Simplifiée), soit + 14,8 % par rapport à 2016, corré-

lée à l'engouement des créateurs d'entreprise pour cette forme juridique, qui représente, selon l'Insee, 60 % des créations de sociétés. Et la fragilité des petites structures se confirme : « *pour 89,3 % des entreprises touchées, le chiffre d'affaires n'était pas connu ou inférieur à 500.000 euros* », précise l'Observatoire.

Il existe aussi une forte disparité entre les secteurs d'activité. Ceux des services aux entreprises, de l'activité d'assurance et financière, ainsi que la construction s'en sortent le mieux, avec des pertes d'emplois de dirigeants en recul, comprises entre - 13,8 % et - 11,3 %. En revanche, le secteur des transports et logistique a connu une augmentation de 6,6 % des liquidations judiciaires, soit près de 1 700 entreprises concernées. Les entrepreneurs du bâtiment et les commerçants continuent de représenter la moitié des pertes d'emploi d'entrepreneurs (respectivement 25,8 et 24 %).

Embellie pour le Grand Est et les Hauts-de-France

L'amélioration de la santé des entreprises s'est ressentie sur la quasi-totalité du territoire français, à l'exception de la PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur), unique région de l'Hexagone à connaître une hausse du nombre de liquidations judiciaires (+ 0,4 %). L'embellie est particulièrement marquée dans le Grand Est (- 12,6 %) et dans les Hauts-de-France (- 11 %). Pour huit régions sur 13, la baisse est inférieure à 7 %. En revanche, hors Métropole, la situation est particulièrement inquiétante en Guyane, avec une augmentation de 31,9 % du nombre de dirigeants au chômage.■

Raphaël AUDEMA et B.L